

Pékin en quête d'«amis» suisses

SOFT POWER L'instrumentalisation d'une rencontre entre Ueli Maurer et l'ambassadeur de Chine à Berne illustre la façon dont Pékin soigne ses réseaux d'influence en Suisse alors que la Chine cherche à redorer son image pour sa réouverture sur le monde

FRÉDÉRIC KOLLER
@frederickoller

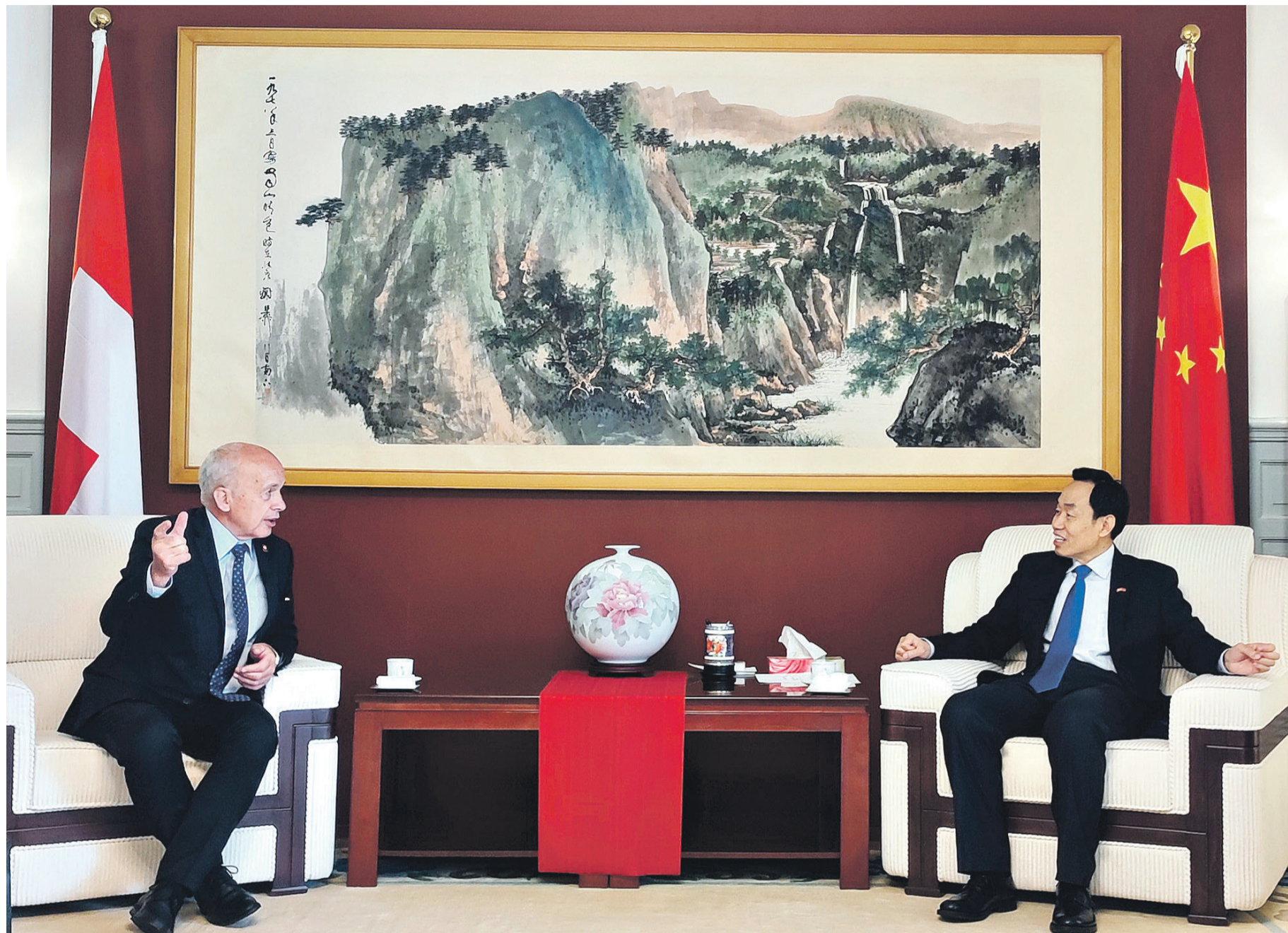
Le 2 mai dernier, à 22h57, le site internet de l'ambassade de Chine à Berne informe que l'ambassadeur Wang Shihting a reçu Ueli Maurer dans sa résidence. Ils ont évoqué, indique le communiqué, un «partenariat stratégique innovant» signé sept ans plus tôt ainsi que les perspectives d'une relation bilatérale portée à un «haut niveau». La photo qui illustre l'article en allemand montre les deux hommes flanqués de leur drapeau national, comme s'il s'agissait d'une rencontre officielle. Or l'ex-ministre des Finances est à la retraite depuis quatre mois. L'information était à vrai dire accessible sur le site depuis le 13 avril, lendemain de la rencontre, mais en version chinoise uniquement donc inaccessible pour les non-sinisants. Pourquoi l'avoir traduite, tardivement, ce jour-là?

Quelques heures plus tôt, ce 2 mai, le Conseil national validait une motion appelant à renforcer les relations entre la Chambre basse du parlement fédéral et le Yuan législatif, c'est-à-dire le parlement de Taïwan. Le 3 mai, l'ambassade de Chine publiait cette fois-ci une protestation contre ce vote qui représenterait une ingérence dans les «affaires intérieures» en contrevenant au «principe d'une seule Chine» défendu par la République populaire. Le communiqué ajoute que «les parlementaires devraient être tenus de mettre en œuvre intégralement et précisément la politique étrangère établie par la Confédération». La photo d'Ueli Maurer, un ministre qui s'est illustré de nombreuses reprises dans son soutien sans nuance à Pékin, prend alors toute sa signification. Contrairement aux parlementaires, le Conseil fédéral est en phase avec Pékin; l'économie est du côté de la Chine.

Instrumentalisation sans précédent

«Je n'ai pas d'autres exemples d'une telle instrumentalisation. Cette photo est un cas extrême, estime Ariane Knüsel, enseignante sur la Chine à l'Université de Berne. L'ambassade compte sur Ueli Maurer même s'il n'est plus en poste. Il peut se révéler très utile pour ouvrir des portes politiques.» Surtout au moment où ce même parlement envisage de limiter les investissements étrangers qui menaceraient la sécurité, un texte qui vise de nouveau la Chine. Le rachat de Syngenta par ChemChina, en 2016, a laissé des traces. «Il y a une logique à maintenir un lien étroit avec Ueli Maurer. En Chine, les hauts dirigeants qui se retirent peuvent rester très puissants, note le chercheur de l'Université de Bâle Ralph Weber, auteur d'une étude sur les réseaux d'influence chinois en Suisse¹. Cultiver ces amitiés fait partie d'une stratégie.» D'autant plus lorsque ce retraité est issu du premier parti de Suisse, l'UDC, formation qui se distingue par son biais pro-Pékin depuis des années sous l'influence de la famille Blocher dont les affaires sont florissantes en Chine.

Les retraités politiques cooptés par le Parti communiste chinois sont nombreux en Europe. Les plus célèbres sont David Cameron et Jean-Pierre Raffarin, des anciens premiers ministres transformés en VIP du Front uni, l'organisation du parti chargée de cultiver, en Chine et à l'étranger, les réseaux favorables au pouvoir. Deux autres conseillers fédéraux s'étaient illustrés par leur enthou-



L'ancien conseiller fédéral Ueli Maurer lors de sa rencontre avec l'ambassadeur chinois en Suisse, Wang Shihting. (BERNE, 2 MAI 2023/CHINA EMBASSY)

siasme envers la Chine: le PLR Johann Schneider-Ammann et la centriste Doris Leuthard. Ils avaient multiplié les déplacements à Pékin. Mais depuis leur départ, ils ne sont plus réapparus dans le radar de l'ambassade chinoise. «La Suisse n'a pas la même importance que la Grande-Bretagne ou la France, ajoute Ralph Weber. Nous ne sommes pas un problème.»

Le QG européen de la Chine

Il n'en a pas toujours été ainsi. Durant deux décennies, jusqu'à la fin des années 1970, l'ambassade de Chine a été le «quartier général» européen pour les opérations d'influence de Pékin, rappelle Ariane Knüsel, qui a publié l'année dernière une étude² dévoilant l'ampleur de l'espionnage chinois actif depuis la Suisse. Le financement de réseaux maoïstes, jusqu'en Amérique latine, passait par Berne où l'on distribuait l'argent et l'ambassade de Chine faisait office de centrale du renseignement pour toute l'Europe. «4,2% des «extrémistes» fichés par la police fédérale étaient considérés comme «pro-chinois» à cette époque, précise pour sa part Cyril Cordoba, enseignant-chercheur à l'Université de Fribourg et auteur d'une recherche sur les relations sino-suisse durant la guerre froide³. Le Ministère public avait alors dénoncé des violations de la neutralité suisse par des librairies pro-chinoises à Genève et Zurich qui se faisaient les relais de la propagande maoïste vers les pays du Sud.»

«La Suisse n'est plus ce quartier général», précise Ariane Knüsel. Mais elle reste importante. Car en matière d'espionnage, c'est désormais la Mission de Chine à Genève auprès des Nations unies qui se

révèle l'une des plus actives comme l'ont souligné à plusieurs reprises ces dernières années les Services de renseignement de la Confédération. Cyril Cordoba relève pour sa part des continuités. La neutralité suisse sert toujours les intérêts de la Chine. Lorsque, à partir des années 1950, un embargo américain frappe Pékin à la suite de la guerre de Corée, les Chinois peuvent compter sur les importations de montres et de machines-outils helvétiques ou encore espionner son programme nucléaire. «Depuis que les Etats-Unis serrent de nouveau la vis dans le domaine économique, souligne l'enseignant-chercheur, on observe un afflux de capitaux chinois vers la Suisse.» Onze sociétés chinoises sont entrées en bourse à Zurich (SIX Swiss Exchange) depuis l'été dernier.

Lente prise de conscience

Après un isolement auto-imposé durant près de trois ans en raison de la pandémie, la diplomatie chinoise reprend l'initiative. Il aura fallu le décret de Xi Jinping annulant la politique zéro covid, fin décembre, et l'annonce de la fin de l'urgence sanitaire par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), au début du mois, pour que Pékin redéploie tous ses moyens d'action. Les échanges diplomatiques se multiplient depuis, la Chine étant soucieuse de redorer une image en partie ternie par l'émergence toujours mystérieuse du virus sur son sol. Les diplomates chinois basés en Suisse soignent les contacts avec les politiques, les milieux économiques, académiques et médiatiques. Wang Shihting était ainsi fin avril en visite au siège de la NZZ.

Entre-temps, il y a toutefois une prise de conscience des opéra-

tions d'influence chinoises, estime Ariane Knüsel. «Les alertes des services de renseignement européens et américains, notamment dans l'espionnage économique, commencent à avoir un effet, explique

Les retraités politiques cooptés par le Parti communiste chinois sont nombreux en Europe

la chercheuse. Cela dit, il y a encore des naïfs alors que les méthodes n'ont pas beaucoup changé depuis cinquante ans.» Deux interpellations parlementaires (du PS et du Centre), fin 2019, ont pointé du doigt les ingérences chinoises sur sol helvétique et amené le Conseil fédéral à «constater que l'influence économique et idéologique de la Chine progresse en Suisse». Le groupe interparlementaire Suisse-Chine, autrefois le plus important, voit ses effectifs fondre. Et le temps où un Claude Béglé annonçait vouloir créer un groupe de soutien aux Routes de la soie ou posait avec un pamphlet du Parti communiste intitulé «Le monde a besoin de la Chine et la Chine a besoin de Xi Jinping» semble révolu. Tout comme celui où le directeur de la *Weltwoche*, Roger Köppel, offrait une chronique mensuelle à un ambassadeur de Chine pour relayer la propagande du parti. Ou encore celui où un haut diplomate suisse, Johannes Matyassy,

voyageait en compagnie de ce même ambassadeur au Tibet, hors des caméras.

Les «amis» de Pékin dans les milieux économiques restent toutefois nombreux, la Chine étant présentée comme le troisième partenaire de la Suisse (en prenant en compte non pas les pays européens mais l'Union européenne). Des proches du pouvoir chinois sont par exemple membres des conseils d'administration d'UBS (Fred Hu), de Credit Suisse (Li Shan) et de Nestlé (Eva Cheng). Les milieux académiques sont aussi très sollicités pour des partenariats impliquant des institutions inféodées au Parti communiste. «Tous les étudiants chinois ne sont bien sûr pas des espions mais ils sont une cible facile pour obtenir du savoir-faire ou des informations notamment dans les écoles polytechniques», note Ariane Knüsel. Il arrive que les ambassadeurs chinois s'expriment devant les associations d'étudiants chinois en Suisse, y compris pour évoquer leurs devoirs envers la patrie. L'Institut Confucius de Bâle a été fermé en 2020 en raison d'un différend. Celui de Genève a été l'objet d'une évaluation. Lorsqu'il obtient le Prix Nobel de chimie, en 2017, Jacques Dubochet est approché pour créer un institut à Shenzhen. Il déclina prudemment.

La fermeture de la Chine a prêté-rité les échanges humains. Après avoir atteint un pic en 2013 (4129, y compris Hongkong et Macao), le nombre de résidents suisses en Chine n'a cessé de décroître pour atteindre 2632 l'an dernier dont 1600 à Hongkong uniquement. Le nombre de ressortissants de la République populaire de Chine en Suisse a été multiplié par quatre depuis l'an 2000, s'établissant à

16 612 en 2022, en constante progression. Parmi ceux-ci, quelques centaines de Tibétains et d'Ouïgours, réfugiés, qui font l'objet d'une surveillance des autorités chinoises. Ralph Weber a été mandaté par Berne pour en déterminer l'étendue et les ressorts.

La réouverture

La réouverture du marché chinois aiguise toutefois de nouveau l'appétit des hommes d'affaires suisses envers un pays qui reste un relais de croissance important. Dans un récent entretien au média économique chinois *XXIe siècle*, Wang Shihting rappelle le rôle pionnier et de laboratoire qu'a joué la Suisse pour la diplomatie et l'économie chinoises depuis l'établissement de la RPC. Cela se confirme avec la désignation de la Suisse comme l'un des premiers pays autorisés pour la reprise du tourisme chinois. Les nombreuses visites aux entreprises de l'ambassadeur font l'objet de comptes rendus, le plus souvent uniquement en chinois. «Reste à savoir à qui s'adresse le site de l'ambassade de Chine, note Ralph Weber. Si ce n'est pas à un public suisse, c'est à destination de ses autorités, pour enregistrement.» La traduction, comme dans le cas de la visite d'Ueli Maurer, intervient alors pour délivrer un message au pays d'accueil. ■

1) «Unified Message, Rhizomatic Delivery: A Preliminary Analysis of PRC/CCP Influence and the United Front in Switzerland», Sinopsis, Université de Prague, 2020.

2) «China's European Headquarters. Switzerland and China During the Cold War», Cambridge University Press, 2022.

3) «Au-delà du rideau de bambou. Relations culturelles et amitiés politiques sino-suisse (1949-1989)», Alphil, 2020.